



HAL
open science

Résistance et mémoire

František Janáček

► **To cite this version:**

František Janáček. Résistance et mémoire. Cahiers du CEFRES, 1997, Histoire et Mémoire, 6f., pp.13. halshs-01167628

HAL Id: halshs-01167628

<https://shs.hal.science/halshs-01167628v1>

Submitted on 24 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 6f, Histoire et mémoire

Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

František JANÁČEK

Résistance et mémoire

Référence électronique / electronic reference :

František Janáček, « Résistance et mémoire », Cahiers du CEFRES. N° 6f, Histoire et mémoire (ed. Françoise Mayer, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en avril 2012 / published on : april 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c6f/janacek_1997_histoire_memoire.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Résistance et mémoire

František Janáček

LES ECUEILS DE LA COMMEMORATION

La commémoration, le souvenir de la résistance des deux guerres mondiales et la perception que nous en avons aujourd'hui sont plus riches d'enseignement sur notre présent que sur le passé, qu'il soit célébré ou occulté. Il est des époques où la mémoire officielle, voire la mémoire scientifique des événements historiques divergent tant de la réalité qu'elles provoquent le réveil d'une mémoire collective spontanée qui rejette ces falsifications et qui garde à l'esprit la juste valeur des liens qu'elle entretient avec le passé. A titre d'exemple, citons l'interprétation de l'attentat contre Heydrich, le rapport à la résistance dite occidentale, notamment aux aviateurs qui combattirent sur les fronts de l'Ouest, ou encore le respect dû au président Beneš en tant que représentant de la résistance nationale et de la Première République; cette mémoire n'a jamais cessé d'exister, même pendant la période où la propagande communiste officielle critiquait violemment, voire reniait, ces pages de l'histoire. Pourtant, la quantité et la qualité des actes commémoratifs dépendent de l'importance objective du fait historique considéré. Ainsi, les périodes, ou seulement les faits, les phénomènes ou les personnalités du passé qui ne conservent que des liens ténus avec le futur sombrent rapidement dans l'oubli et disparaissent sans laisser la moindre trace dans la culture, la civilisation, les institutions politiques et culturelles, la conscience et le subconscient des époques ultérieures. Inversement, plus une personnalité ou un phénomène historique est étudié et commémoré, plus cela témoigne de son importance. Ce qui ne veut pas dire qu'on lui attribue une valeur positive ou qu'on l'approuve.

L'obstacle du totalitarisme

En ce qui concerne le souvenir de la résistance, la différence fondamentale qui existe entre les Etats démocratiques et les Etats totalitaires ne peut être ignorée; cependant, elle n'empêche pas d'établir certaines comparaisons. Par exemple, il est intéressant d'observer les divers courants de "réévaluation" et de réinterprétation des événements et des personnes liés à la résistance dans les deux systèmes, et de déterminer leurs points communs, leurs décalages ou leurs éventuelles différences profondes. Un même événement peut en effet laisser des souvenirs différents liés à sa portée locale ou régionale, ou à la structure politique et sociale de la population, et cela même dans un pays qui respecte la liberté de pensée. Rares sont les actes commémoratifs consensuels à l'échelle de la nation ou de l'Etat; ils dépendent en général des sensibilités politiques et entraînent donc des "relectures" variables. Quoi qu'il en soit, ces considérations n'effacent pas la différence fondamentale existant entre cet état de fait et les conditions de création de la mémoire historique dans les pays soumis au joug d'une idéologie

totalitaire. Lorsque nous comparons, par exemple, la Tchécoslovaquie et la France des quarante ou cinquante dernières années, il apparaît clairement que dans notre pays la célébration de la résistance de la Seconde Guerre mondiale, de la Première d'ailleurs également, ne fut ni autonome ni authentique. Dans notre pays, on se pliait aux vœux, voire aux pressions directes, d'autrui (concrètement, aux desiderata de l'Union soviétique et d'autres pays du bloc de l'Est). Tout cela s'effectuait indirectement, secrètement. Rappelons, entre autres exemples, l'interdiction sans précédent des mémoires du président Ludvík Svoboda à une époque où il assumait encore ses fonctions officielles, ou l'importance des influences étrangères, directes et indirectes, dans l'interprétation du soulèvement slovaque et du soulèvement de Prague. En outre, la mémoire elle-même, dans ses dimensions idéologique et scientifique, était dirigée, voire directement "dictée", d'en haut: les diverses fêtes nationales, les célébrations, la construction des monuments commémoratifs, ainsi que l'interprétation et la valeur accordée aux événements étaient le reflet des décisions autoritaires du pouvoir, de ses directives, et donnaient lieu à des prises de position officielles. En Tchécoslovaquie, à la différence de la France, toutes les fluctuations intervenues dans les rapports à la résistance (de la Seconde Guerre mondiale principalement, mais aussi de la Première) furent d'ordre politique et/ou idéologique. Les Tchèques démontent et érigent leurs monuments commémoratifs à une cadence singulièrement élevée: chaque changement de régime débute par un acte "pseudo-patriotique", par l'érection de nouveaux symboles et "signes distinctifs" en lieu et place des anciens. Cela ne relève parfois que du mimétisme, n'est que le syndrome du "retournement de veste"; mais cela peut aussi être l'expression d'une revanche douteuse, bien que vivace. Ceux qui défendent le plus ardemment ces variations du témoignage de la mémoire historique sont quelquefois ceux qui étaient le plus serviles, le plus silencieux ou le plus passifs sous le régime précédent. C'est pourquoi en Tchécoslovaquie, contrairement aux pays dans lesquels règnent une plus grande continuité historique et une certaine stabilité de pensée, ni la quantité des monuments ni leur dédicace n'ont force ou valeur de témoignage, ne sont significatifs. C'est là non seulement la preuve d'une régulation politique et totalitaire de la mémoire, mais également la preuve d'une certaine évolution idéologique au sein du système totalitaire lui-même.

Des changements trop fréquents

Peu de pays sans doute auront connu autant de retournements politiques que la Tchécoslovaquie au cours de ce siècle. Les changements se sont succédé à un tel rythme que les statues et les monuments restaient inachevés, que les expositions historiques ne connaissaient qu'une existence éphémère, que les musées fermaient au lendemain de leur ouverture. Les célébrations du souvenir des deux guerres mondiales, mais surtout celles de la résistance de la Seconde Guerre, ont été interprétées de façons si diverses depuis l'après-guerre qu'on peut parler d'"histoire de l'histoire". Rappelons seulement les appréciations fort différentes qui ont été faites de la résistance occidentale et de la résistance orientale, la variété des jugements émis sur les faits et les acteurs de la collaboration,

les diverses interprétations concernant le protectorat de Bohême-Moravie. Rares sont les lieux où le nom des rues a aussi fréquemment changé, où celui des monuments a été autant modifié, où les héros ne sont entrés au panthéon national que pour en être exclus et remplacés par d'autres. Toutes les révolutions et tous les retournements politiques de notre siècle sont présents au sein de l'univers tchèque et slovaque. Cela en devient parfois humoristique; pourtant, ces "mascarades de l'époque" relèvent plutôt de la tragi-comédie.

Alors qu'il nous est enfin permis, aujourd'hui, grâce à novembre 1989, de concevoir la résistance comme un mouvement d'ensemble aux multiples orientations, comme une force ayant sa source autant à l'Est qu'à l'Ouest, autant dans la clandestinité intérieure qu'extérieure, nous sommes à nouveau les témoins de tentatives visant à ignorer le rôle d'un certain nombre d'unités et de forces, celles qui étaient alliées à l'Armée rouge et à son action. Il est évidemment nécessaire de réparer les erreurs précédentes en "redressant la balance", en l'équilibrant; nous nous intéressons donc aujourd'hui beaucoup plus que sous le régime précédent à la présence et à la participation tchécoslovaque sur les fronts occidentaux, à la résistance démocratique nationale intérieure et en exil. Nous nous efforçons de rejeter l'ancienne classification partielle de la résistance et d'apprécier à leur juste valeur ceux qui venaient de l'Est ou qui avaient volontairement choisi ce "camp". Je pense que l'expression "subjectivement, vous aviez de bonnes intentions, mais, objectivement, vous avez servi une mauvaise cause" est, dans ce contexte historique, totalement erronée. Il nous faudrait revoir toute l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et sa politique. D'un point de vue historique, c'est une absurdité; intellectuellement, c'est faire preuve de sectarisme à l'encontre du passé, c'est faire fi de la dimension historique de l'idéologie précédente, c'est une politisation de l'histoire. Il existe en effet une conscience historique, dont on pourrait dire qu'elle est programmée et scientifique, et un subconscient historique, qui est spontané et empirique. Les perceptions et interprétations de l'histoire peuvent parfois connaître des divergences et mener à des conclusions contradictoires. C'est pourquoi le subconscient historique n'est en règle générale considéré que comme une conscience erronée ou comme une conscience marginale (M. Hroch). La conscience historique cherche au contraire à être précise, non seulement pour reconstituer aussi minutieusement que possible les événements passés, mais également pour comprendre leur nature et leur sens. Son développement dépend par ailleurs tout autant du degré d'accessibilité des sources, des méthodes et des procédés qui permettent de percevoir, d'expliquer et d'évaluer l'histoire que des diverses influences actuelles.

Cette réalité nous rappelle qu'il faut cultiver et préserver la mémoire, ici celle de la résistance, en lui donnant une forme et une explication à la fois démocratiques et scientifiques, et en lui ouvrant simultanément un espace suffisant pour lui permettre de se façonner et de se développer de façon autonome.

Le recul de l'intérêt accordé à l'histoire de la résistance

L'époque actuelle est le témoin d'une nette baisse de l'intérêt accordé à la résistance des deux conflits mondiaux. Les raisons en sont nombreuses; néanmoins, nous pouvons globalement les expliquer par les changements qui sont intervenus dans le monde et en Europe, parmi lesquels la chute des régimes totalitaires et de l'empire soviétique, la scission de la Tchécoslovaquie, la focalisation de l'intérêt sur la réhabilitation des victimes de ces quarante dernières années et sur l'opposition au communisme, les nouvelles données sur la question allemande et la République fédérale d'Allemagne, l'érosion de l'intérêt accordé à la lutte contre le fascisme et, en dernier lieu et en toute logique, la critique du communisme. De plus, l'histoire n'influe plus autant que par le passé sur la politique des Républiques tchèque et slovaque. Citons pour exemple les "corrections" apportées en 1963 à l'interprétation du soulèvement national slovaque, qui consistaient uniquement à éliminer les mensonges les plus grossiers des années cinquante, et qui pourtant entraînaient alors des bouleversements dans la sphère gouvernante (destitution du Premier ministre Viliam Široký) et furent à l'origine d'un renouvellement des personnalités dirigeantes au sein du régime communiste. Dans le cas de la résistance, le renouvellement des générations a une importance considérable, dans la mesure où chacune d'entre elles a son passé et ses expériences propres, différents de ceux des générations précédentes. Si les générations de l'après-guerre furent profondément marquées par la Seconde Guerre mondiale et la résistance, l'état d'esprit des générations actuelles est avant tout "imprégné" de l'expérience vécue sous le régime totalitaire, de la normalisation qui a suivi 1968 et des derniers changements intervenus dans ce pays.

Ces dernières années ont été marquées par des bouleversements mondiaux d'une ampleur considérable et par une modification des cartes européenne et mondiale qui ne sont pas la conséquence d'un conflit armé général, mais qui ont eu lieu en temps de paix. Ce processus est lié à la fin de la guerre froide, mais s'est fait au prix de dizaines de conflits locaux abominables. Ce qui eut et a encore une influence sur toutes les célébrations du souvenir de la résistance et réveille les tendances révisionnistes et toutes les forces qui rejettent autant le présent que les "faits accomplis" historiques. Les relations tchéco-allemandes changent, et on voit même resurgir une certaine nostalgie de l'Autriche-Hongrie. Pourtant, la résistance dans nos pays d'Europe centrale était avant tout dirigée contre l'Allemagne. Ce n'est donc pas un hasard si l'intérêt accordé à l'histoire des deux guerres et aux mouvements de libération, à la création et à la restauration de l'Etat tchécoslovaque s'émousse dans le discours officiel et dans l'opinion publique. Ce n'est pas dû uniquement au temps, aux années qui nous séparent des deux conflits mondiaux, c'est aussi la conséquence d'un changement global du climat politique et d'une évolution des intérêts politiques, idéologiques et économiques. C'est également le résultat de ce qu'on pourrait appeler un processus d'instabilité, de transformation et de crise, au sens large de ces termes. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les polémiques à propos d'une histoire encore récente, par exemple sur le rôle de T. G. Masaryk ou d'Edvard Beneš, sur l'appréciation du 28 octobre 1918, sur celle du soulèvement national slovaque ou du soulèvement de

Prague de 1945, sur la problématique des renversements de pouvoir après la guerre, se sont fréquemment substituées aux offensives politiques contre la classe dirigeante. Grâce à ces "allégories", historiens, sociologues, représentants de la culture et autres acteurs de la vie publique parvinrent à s'immiscer dans la sphère politique et à exercer des pressions et des contre-pressions sur la politique gouvernementale officielle. Par exemple, quand les historiens tchèques et les personnalités culturelles dans leur ensemble firent bloc, dans les années soixante, pour défendre la cause slovaque et adhérèrent au principe de fédération, ils s'attaquèrent objectivement à Antonín Novotný, alors à la tête du Parti communiste, car la position qu'il avait adoptée à propos des nationalités était erronée et le rendait vulnérable. Il n'est donc pas étonnant qu'ensuite ces forces se soient unies et aient tracé l'un des chemins qui menèrent au Printemps de Prague et à l'ensemble des processus réformateurs. La reconnaissance de la valeur historique du 28 octobre 1918 et son rétablissement en tant que fête nationale servirent l'opposition dans sa lutte contre le pouvoir totalitaire, qui refusait d'accepter et de respecter comme il le méritait cet acte fondateur de l'Etat tchécoslovaque.

La conscience des événements historiques

Ainsi, les thèmes de l'antifascisme et de la résistance ont tendance à passer au second plan, derrière les débats politiques et les écrits sur la mémoire historique. Mais il est du devoir des historiens de se consacrer aux époques, aux mouvements et aux faits qui ne sont pas à la pointe de l'actualité ou qui semblent condamnés à l'oubli. Pour ma part, je considère que l'approche pragmatique qui consiste à dire qu'il faut vivre dans et avec le présent et qu'il est inutile de trop se consacrer au passé est non seulement dénuée de tout fondement, mais également erronée. Je suis d'ailleurs convaincu que cette attitude est vouée à l'échec, car l'histoire et sa mémoire possèdent une grande capacité de résistance et une force que les tentatives de pression sur la conscience et le subconscient des événements passés ne peuvent réduire à néant. En même temps, le droit à la connaissance et à la parole fait parfois inutilement resurgir des problèmes liés au passé qui ne sont pas d'une actualité brûlante pour la mémoire historique et qui proviennent d'interprétations inexactes, voire d'un certain goût pour le sensationnel. Certaines lacunes (et même parfois de véritables gouffres) sont apparues dans l'historiographie, et dans les sciences sociales en général, depuis la chute de l'idéologie qui a régné en maître absolu pendant des décennies, que personne ne songe réellement à combler. Mais cela ne dure jamais très longtemps. On voit en effet apparaître des opinions tout à fait surprenantes et des élucubrations mentales qui ne sont remarquables ou attrayantes que parce qu'elles relèvent du "sensationnel". Elles sont, selon les cas, plus ou moins cohérentes et agressives. Certaines questions de société fondamentales ont repris vie de cette façon: le problème tchécoslovaque, qui a crû jusqu'à aboutir à la scission de l'Etat commun, les relations tchéco-allemandes (principalement le problème des "Allemands des Sudètes"), tout ce qui a un retentissement international, tout ce qui est lié aux références historiques des événements intérieurs et extérieurs, quels qu'ils soient.

Ces questions ont, pour la plupart, un lien avec les deux guerres mondiales et avec les structures politiques qui en ont résulté. Dans ce domaine, certains points de vue doivent être perçus comme des tentatives de révision de l'histoire, notamment comme une volonté de "réévaluer" les conséquences des deux conflits mondiaux. Par ailleurs, certains auteurs semblent avoir oublié l'occupation allemande qui a précédé la dictature communiste, semblent ne pas se souvenir de ses manifestations, de ses effets et de ses crimes. Par exemple, quand on lit que l'année 1952 n'a aucun équivalent dans l'histoire tchèque, qu'elle constitue "l'attaque la plus menaçante lancée contre la continuité de notre existence nationale", qu'est-ce, sinon une "perte de conscience"? Ne vaudrait-il pas mieux, quand on émet des avis aussi péremptaires, respecter une indispensable rigueur historique?

Il est certes tout à fait souhaitable que la presse intervienne dans le débat sur la résistance, la Première République et l'occupation allemande (nous laissons volontairement de côté la période de l'après-guerre), que les valeurs changent ou subissent un retournement total. En revanche, il est plus étonnant de constater que ces questions, qui concernent un peuple "malade de l'histoire" et dont la conscience collective est encore sous la domination du passé, ne fassent pas l'objet d'une appréciation par la mémoire historique "officielle". Le pragmatisme a-historique n'est sans doute pas le meilleur conseiller en la matière; la théorie actuelle sur l'immanence de la mémoire historique part logiquement du postulat suivant: l'histoire ne peut être "mise de côté" et laisse dans la société, qu'on le veuille ou non, toute sorte de souvenirs que les diverses commémorations et autres actes publics ne manquent pas de réveiller.

Mais faut-il se contenter de ce "réveil spontané" quand nombre de décisions de la vie publique exigent une véritable analyse historiographique? Rechercher et façonner l'identité nationale et étatique d'aujourd'hui est un devoir bien réel; il ne se fait pourtant ni spontanément ni automatiquement et ne peut être le résultat d'actes isolés ou circonstanciels (bien souvent discutables) qui ne tiendraient aucun compte des différentes formes de mémoire historique, de la manière dont sont perçues les deux guerres mondiales, l'occupation, la résistance et la collaboration.

Des accusations sans fondement historique contre le président Beneš

Il est parfois surprenant d'observer jusqu'où peuvent aller les velléités de créer une nouvelle image de l'Etat et de son souvenir, jusqu'à quels temps reculés on remonte. D'un côté, c'est une réaction naturelle d'opposition aux schémas historiques imposés par l'historiographie et l'idéologie communistes, à l'impossibilité dans laquelle on s'est trouvé, des décennies durant, de faire valoir ou de défendre d'autres conceptions; d'un autre côté, cette réaction est le reflet de l'évolution politique actuelle, l'expression de la variété des volontés et des intérêts. En ce qui concerne la résistance nationale et ses conséquences, les discussions abordent encore fort timidement la question de la naissance de l'Etat tchécoslovaque et s'intéressent naturellement aux questions se rapportant à son existence dans le traité de Versailles et à son renouveau au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, la légitimité de l'Etat tchécoslovaque est mise en doute, voire "niée" (sa création et son renouveau étaient pourtant au coeur de la lutte pour la libération des deux nations); le concept même de "tchécoslovaquité", ainsi que tous les efforts tchécoslovaques faits dans ce sens depuis le XIX^e siècle sont "problématisés". Personnellement, je crains que la commémoration - les diverses célébrations du souvenir - n'aille jusqu'à ignorer, dénaturer, voire effacer totalement de la mémoire historique la légitimité et la nature solidaire de l'Etat tchécoslovaque. La scission de la Tchécoslovaquie influence inévitablement le jugement porté sur la résistance et ses personnalités les plus représentatives. Jusqu'à présent, ces "murmures" n'ont curieusement eu aucun impact sur ces valeurs essentielles dans la conscience collective, en tout cas chez les Tchèques. Il faut évidemment envisager les conséquences de ce "divorce" et donc s'attendre à voir un jour passer devant "le tribunal de l'histoire" les diverses questions et personnalités liées à l'histoire moderne des Tchèques et des Slovaques.

Dans cette optique, le très grave problème de la valeur à accorder à T. G. Masaryk, mais surtout à E. Beneš, tient une place de choix. Actuellement, on reproche à Beneš sa mauvaise "politique orientale" et d'avoir surestimé le rôle de la Russie et de l'Union soviétique dans la guerre et la résistance; on lui reproche également d'avoir placé la République dans la sphère d'influence de l'empire soviétique. Voilà qui dénote un caractère présomptueux ou une certaine étroitesse d'esprit: comment en effet la voix de Beneš aurait-elle pu être assez puissante pour lui permettre de décider du destin de la République, pendant et surtout après la guerre, et d'ignorer la situation mondiale et la volonté des grandes puissances? Comment aurait-il pu briser les anciennes données historiques et celles de la situation géopolitique? En fait, si Beneš est aujourd'hui le personnage le plus critiqué et contesté, plus que n'importe quelle figure de la résistance, c'est pour une autre raison. Ce qui est le plus discutable, ce sont les décrets qu'il a signés, décrets dont il n'est pas le seul à avoir la paternité et qui devinrent partie intégrante - et communément reconnue - de la législation de la nouvelle république. Renier l'oeuvre de Beneš revient à mettre en doute celle de toute la résistance nationale. Beaucoup de tentatives faites dans ce sens souffrent de lacunes quand elles nient les limites et les possibilités historiques concrètes et projettent les objectifs actuels sur le passé, ici celui de la guerre et de la résistance. Comme si les hommes politiques d'autres pays qui menèrent une politique étrangère différente tout en appartenant à la même sphère avaient, eux, réussi à modifier la situation de leur pays! La politique de Beneš devrait être jugée objectivement. Il ne ferait alors aucun doute qu'elle est critiquable sur plus d'un point, et cela dès l'avant-guerre et l'avant-Munich. Il s'agit précisément là d'objectivité et d'historicité. De nos jours, on ne reproche plus à Beneš d'avoir signé la capitulation de Munich en 1938 ou d'avoir signé la démission du gouvernement en 1948; on ne lui reproche pas davantage d'avoir donné son accord au nouveau gouvernement formé par Gottwald. On l'accuse avant tout d'avoir entraîné la République dans le camp soviétique. Sa confiance absolue envers la politique soviétique est montrée du doigt, sa relation de confiance avec l'Union soviétique, pendant et après la guerre, condamnée. Beneš se faisait effectivement beaucoup d'illusions sur la place et le rôle futurs de l'Union soviétique et de J. V. Staline, mais faire de lui l'unique responsable n'est pas justifié. De nombreux représentants des puissances occidentales et des pays du large front anti-hitlérien ont

commis de semblables erreurs, ce que les archives américaines, anglaises et soviétiques, et même les données d'archives tchécoslovaques, prouvent clairement aujourd'hui. Il semblerait même, parfois, que Beneš n'ait jamais rien fait pour convaincre Roosevelt de la nécessité de conclure une alliance avec l'Union soviétique, ainsi qu'on l'a affirmé, mais que ce serait plutôt l'inverse. De nouveaux documents viendront, qui y feront allusion. Des témoignages qui seront tout, sauf flatteurs pour Beneš.

Au printemps 1943, Beneš se rendit aux Etats-Unis. Ses opinions furent accueillies, selon l'expression consacrée, à bras ouverts à Washington. Il note, à propos d'un entretien qu'il eut avec Cordell Hull le 3 juin: "(...) il m'a lui-même exposé clairement et fermement sa nouvelle politique de collaboration franche et durable avec l'URSS. J'ai, de mon côté, clairement et franchement expliqué à Roosevelt et à Hull notre politique et nos plans avec la Russie". Il donna de l'idée qu'il se faisait de la collaboration avec la Russie, après la guerre, l'interprétation suivante: nous ne sommes ni vraiment à l'Est ni vraiment à l'Ouest et nous ne voulons pas dépendre de l'Union soviétique; et il ne doit plus jamais y avoir de nouveau Munich. Lors de sa rencontre avec Roosevelt (d'après une dépêche que Washington adressa à Londres le 7 juin 1943), l'homme d'Etat tchécoslovaque présenta les bases de l'accord avec Moscou et s'assura qu'"il (Roosevelt) approuvait et était conscient du fait que j'avais l'intention de mettre un terme aux négociations avec la Russie". Les dirigeants politiques de la coalition anti-hitlérienne étaient d'ailleurs satisfaits de constater que la Tchécoslovaquie ne leur compliquerait pas la tâche et ne mettrait pas en danger leurs intérêts, comme le faisait par exemple la Pologne. Ce qui conforta Beneš dans ses convictions et l'incita à croire au succès de ces négociations (il semblait alors qu'il ne serait pas déçu). En effet, beaucoup de personnalités des Etats-Unis étaient alors d'avis que l'URSS évoluait, que cet Etat totalitaire se transformait en Etat démocratique et patriotique, et leur approche politique allait dans le sens d'une "coopération franche et durable avec l'URSS" (Cordell Hull, mai 1943). F. D. Roosevelt déclara (été 1943) que "l'Union soviétique et notre pays doivent vivre en bons voisins et en véritables amis dans le monde de demain". Les efforts déployés pour éviter que la situation d'isolement dans laquelle se trouvait l'URSS avant la guerre ne se reproduise trouvèrent un écho favorable dans les milieux dirigeants. C'est une des idées qui dominaient alors. Que Beneš ait, après la guerre, payé cher ses illusions est un autre problème. Cela ne veut pas dire, selon moi, que les adversaires de Beneš auraient dû prendre la direction de la résistance contre l'occupation allemande, du combat antinazi ; cela ne confirme pas non plus l'opinion selon laquelle le cours de la guerre en eût été modifié (même s'il faut étudier plus avant et prendre en compte leur action). L'approche méthodologique de l'histoire et la conscience de sa continuité sont des instruments que nous ne devrions pas renier. Beaucoup de polémiques historiques reviennent naturellement sur le devant de la scène, ce dont les historiens ne peuvent que se réjouir. Leur devoir, aujourd'hui, est d'être les garants de la vérité historique et de tous les projets qui sont ou ne sont pas devenus réalité, dans l'intérêt de ce qu'ils nomment la mémoire historique scientifique; ils doivent ensuite être les gardiens de cette mémoire et, s'ils souhaitent y apporter des modifications, ce ne doit être que sur la base d'une recherche critique et probante.

Un autre cas: celui de Julius Fučík

Un autre exemple extrait du musée des personnalités de la résistance discréditées et accusées d'une faute qu'elles n'ont pas commise est l'histoire de Julius Fučík et de son reportage. Après la guerre, un culte démesuré s'est développé autour de ce personnage, qui a duré des décennies et a servi le Parti communiste. Aujourd'hui, ce mauvais service se retourne non seulement contre les instigateurs de ce culte, mais contre Fučík lui-même, importante figure de la lutte clandestine antinazie. Que ses statues, les monuments et les rues qui portaient son nom aient été éliminés pourrait être simplement la marque de la fin d'un culte exagéré. Mais que son buste et la plaque apposée sur sa maison natale aient été retirés à deux reprises est caractéristique de l'atmosphère de ces dernières années, et inquiétant.

On sait maintenant, grâce à de nombreux documents et témoignages, que Julius Fučík n'a jamais été un agent de l'occupant, ce que continuent pourtant d'affirmer certains journalistes et éditorialistes, pas plus qu'il ne fut par sa déposition à la Gestapo à l'origine d'arrestations massives (celles-ci ont en réalité eu lieu après l'interrogatoire de Klecan, mais aussi de quelques autres). Il est maintenant prouvé (mais jusqu'à présent peu de publications en ont parlé) qu'il est bien l'auteur du reportage publié juste avant son exécution et que les corrections apportées au manuscrit l'ont été de sa main; il n'y a donc là aucune contrefaçon. De nombreuses personnalités de la résistance, des gestapistes tchèques et certaines circonstances particulières liées à la guerre ont permis à ces notes de prison d'être dévoilées et sauvées. Ce reportage est un témoignage fondamental non seulement sur la résistance tchèque, mais également européenne, et il mérite donc le plus grand respect. Il va de soi que l'on ne peut rendre Fučík responsable du culte qui s'est développé autour de sa personnalité et de l'édition incomplète de son reportage; on a en effet "omis" de préciser que Fučík reconnaissait avoir parlé à la Gestapo, avoir joué un certain rôle, et que c'est en toute conscience qu'il décida de laisser le futur lecteur juge de "son cas". Mais les tentatives actuelles visant à rayer Fučík de l'histoire de la résistance ont un autre objectif: elles visent d'autres cibles, non l'oeuvre d'un homme voué à la potence. La question qui se pose alors est la suivante: qu'en est-il de l'histoire de Fučík, de ses actes connus et reconnus internationalement, de la victime qu'il fut, du message écrit sous la menace de la mort?

La mémoire scientifique de la résistance peut-elle laisser ignorer cette page de l'histoire, peut-elle permettre qu'elle soit réprimée et vouée à l'oubli? Nous devons être les gardiens de la vérité et les critiques objectifs des événements, aussi bien pour notre pays et notre culture que pour l'opinion internationale. Dire que ce reportage fut édité plus trois cents fois, dont cinquante fois sur son propre sol, en tchèque et en slovaque, ne suffit pas; il faut aussi que les gens aient le droit de connaître le véritable déroulement des faits. Il faut donc procéder à des vérifications critiques, il faut que la vérité sur notre histoire contemporaine soit perçue dans un esprit critique. Il est tout à fait possible de rassembler des documents - sur la complexité et l'ambiguïté des figures de l'histoire, y compris sur des personnalités aussi controversées et différentes que E. Beneš et J. Fučík - qui mettraient fin à ces

légendes. Mes remarques n'ont à ce sujet pas d'autre objectif que de souligner la nécessité d'une approche historique, indispensable même avec le recul du temps, et celle de refuser toute déformation inverse; inutile pour cela de créer un nouveau panthéon national. Par ailleurs, beaucoup de figures de la résistance et de ses hauts faits attendent "leur" monographie, voire d'être "redécouvertes". L'histoire joue un rôle fondamental dans l'auto-affirmation des petites nations, elle garantit leur existence; l'ignorer et la dénaturer ne sert à rien, n'apporte rien. L'expérience de ces quarante dernières années prouve, une fois de plus, que cette attitude ne peut durer qu'un temps.

L'après-guerre dans la formation de la mémoire historique

Après la guerre, la résistance fit l'objet de tant d'interprétations et de divergences dans la mémoire collective, mais surtout dans la mémoire officielle, qu'elles ne peuvent qu'avoir semé le doute sur la véracité des récits et des souvenirs historiques. La première étape va de 1945 à 1948, ou 1949; à cette époque, l'accent est mis sur l'aspect national et social de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Les années cinquante, pour leur part, insistent fortement et exagérément, mais de façon péremptoire et sans apporter la moindre preuve à leurs allégations, sur le rôle joué par le Parti communiste tchécoslovaque dans le combat clandestin contre les nazis et sur la résistance à l'Est, mais dénigrent ou contestent la résistance à l'Ouest et la clandestinité démocratique intérieure. A la fin des années cinquante et au début des années soixante, on s'employa à rétablir l'intégrité de la résistance nationale, de l'Est comme de l'Ouest, à réhabiliter, à réparer les torts causés et à éliminer les très nombreuses "falsifications de l'histoire" (notamment celles de la résistance et de ses acteurs lors du premier conflit mondial). L'étape suivante fut la répression du Printemps de Prague, en 1968, et l'avènement de la normalisation. Les années soixante-dix furent la reproduction des années cinquante, même si certaines tentatives furent faites pour corriger la production scientifique antérieure et la mémoire collective; mais elles n'exprimaient pas les positions officielles et leur étaient même parfois contraires. La normalisation se contenta de rétablir certaines inexactitudes et falsifications de l'histoire et contribua ainsi à discréditer plus que jamais la résistance et son souvenir. L'après-1989, de son côté, s'est attaché à apporter un maximum de liberté et à corriger les données antérieures, parfois au prix, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, d'un affaiblissement de l'intérêt accordé à ces questions; on voit alors poindre des tendances inverses, c'est-à-dire qui prennent le contre-pied de toutes les interprétations et déformations précédentes. Au cours du XX^e siècle, les citoyens et les peuples de cette république n'ont pourtant pas vécu des expériences autres d'une importance telle qu'elles leur permettent de renier celles que leur ont apportées les deux guerres mondiales et les deux résistances. Quant à ceux qui firent passer la liberté et les intérêts du pays, de la nation, avant les leurs, ils méritent, aujourd'hui comme hier, notre respect et notre reconnaissance. Il n'est pas question d'accuser ou de juger la majorité qui ne s'est pas engagée dans le combat de la résistance (je parle surtout de la Seconde Guerre mondiale), mais il n'y a pas non plus de raison, étant donné nos traditions historiques, de vanter ou d'approuver cette passivité. La mémoire, le souvenir de ceux qui

ont eu assez de volonté et de force, quelles qu'en soient les raisons, pour passer à l'action n'en méritent que davantage d'être respectés. Nombre d'entre eux n'en furent non seulement jamais remerciés, mais furent même victimes des vagues de persécution de l'après-guerre; d'autres furent éclipsés par certains dont le mérite était moindre, voire inexistant.

Dépositaires de la mémoire historique, en aucun cas juges

Allégation exagérément enthousiaste. Ce qu'il nous faut aujourd'hui est au contraire une dépathétisation et une démythification de l'histoire et de ses protagonistes. La seule attitude qui s'impose est celle qui consiste à regarder les choses sous tous les angles, à observer tous les aspects, positifs comme négatifs, de l'histoire, et à nuancer. Cela signifie qu'on porte alors un regard neuf sur la résistance et sur les acteurs du système d'occupation et de collaboration sous le Protectorat, sur les luttes d'alors et leurs conséquences. Les polémiques que les débats sur l'histoire moderne des Tchèques et des Slovaques ont engendrées font apparaître des avis et suggestions fort intéressants. Mais ils débouchent parfois sur de nouveaux présupposés, de nouveaux parti-pris; l'appréciation ne se fait à nouveau plus selon des critères historiques, mais à partir d'*a-priori*. Aucun sujet, aucune personnalité, aucun militaire ou homme d'Etat ne doit devenir un tabou de l'histoire. Restaurer et "clarifier" la mémoire historique est un acte nécessaire. Mais on voit de nouveau apparaître des jugements sur l'histoire et ses protagonistes, des avis en forme de "réquisitoires".

Ni la vision que les acteurs de l'histoire ont d'eux-mêmes ni leur description de l'histoire ne constituent des évidences, des certitudes. Il faut constamment s'efforcer de détruire les différents mythes et affabulations, afin que les gens puissent eux-mêmes s'en débarrasser. Mettre l'accent sur le besoin d'histoire et d'historiographie, c'est aussi s'efforcer de leur donner la place qui leur revient, c'est-à-dire en faire la source des connaissances auxquelles se référer pour les besoins et les décisions actuels. Il serait très étrange que les historiens ne décèlent que chaos et désordre dans le passé et se contentent de relater les faits. Le passé recèle certains archétypes et types de comportement qui s'expriment dans les actes et les événements: les longs et lents processus d'évolution, les développements cycliques ou périodiques peuvent donc apporter une aide précieuse aux prises de décisions.

Une attitude accusatrice, qui juge et condamne, ne peut que conduire à ce manichéisme à l'ancienne qui soit porte aux nues, soit renie les courants et les protagonistes de la résistance. De nouveau, l'histoire et ses acteurs sont quelquefois "dirigés": il y a le bon et le mauvais, le positif et le négatif, selon le point de vue qu'on adopte. Prenons garde de ne pas laisser la tendance qui régna pendant ces décennies amères prévaloir de nouveau, qui consiste à apprécier l'histoire à la lumière du présent, et de ne pas laisser la sphère politique actuelle imposer sa vision des phénomènes, des événements et des personnages de l'histoire.

Les actes de la résistance recèlent des certitudes et des énergies, parfois bien cachées, auxquelles nous pouvons, en ces temps de transition et de bouleversements, nous référer. Beaucoup de choses

dans l'histoire de la résistance ne sont pas telles qu'on les a décrites, mais tout n'est pas non plus le contraire de ce qu'on a dit. J'aimerais donner la priorité à la démarche de l'Ecole des Annales française sur nombre de questions historiques. Elle nous met entre les mains des instruments fiables qui permettent d'évaluer au moins partiellement le degré de la conscience et du subconscient historiques, de déterminer comment fonctionne la mémoire historique à une époque et en un lieu donnés, dans telle institution ou tel groupe social et politique. Les expériences françaises, éprouvées depuis des décennies, permettent entre autres de cerner la mesure et les limites des efforts d'actualisation de l'histoire. Elles permettent aussi d'évaluer les différents types de mémoire historique, les tentatives visant à une connaissance scientifique objective. La méthodologie française est intéressante aussi en ce qu'elle étudie les traces que l'histoire a laissées dans les institutions, dans la culture, dans les commémorations, les monuments, les activités individuelles ou de groupe; en ce qu'elle observe ce que nous pourrions appeler, pour employer un concept structuraliste, la concrétisation de l'histoire et de sa mémoire. Elle se distingue également par sa volonté d'adopter une approche théorique. Les historiens, qui devraient être les "dépositaires" - dignes de confiance, accrédités et cependant indépendants - "de la mémoire scientifique" de la résistance (Karel Bartošek), se trouvent donc face à une double obligation. En premier lieu, celle de sauvegarder les valeurs fondamentales du passé national et étatique, valeurs qui s'inscrivent et restent dans les structures politiques et collectives du pays et dans la mentalité des citoyens. En second lieu, celle de mettre au jour les liens inconnus, cachés ou dissimulés de l'histoire, et de corriger les interprétations et les conclusions injustifiées ou erronées, y compris celles qui apparaissent dans les études les plus récentes et semblent tout à fait innovatrices et crédibles.